



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **RELATIONS BILATÉRALES ET INTERNATIONALES AVEC LE LUXEMBOURG**

**(Direction du Trésor, 1940-1965)**

## **Répertoire numérique détaillé**

établi Christophe LOY, secrétaire administratif de classe exceptionnelle au Centre des archives économiques et financières

1ère édition électronique

Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Relations bilatérales avec le Luxembourg.....	<u>6</u>
Occupation, dommages de guerre.....	<u>6</u>
Relations économiques, situation financière et sociale.....	<u>6</u>
Relations Internationales.....	<u>8</u>
Relations avec l'Espagne.....	<u>8</u>
Relations avec des pays tiers.....	<u>8</u>
Relations avec les organismes internationaux.....	<u>9</u>

**Référence**

B-0010611/1 – B-0010614/2, B-0033930/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Relations bilatérales et internationales avec le Luxembourg.

**Dates extrêmes**

1940-1965

**Noms des principaux producteurs**

Direction du Trésor, bureau F1 (affaires internationales).

**Importance matérielle**

5 boîtes, soit 0,58 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement PH 006/74 du 14 février 1974.

**Historique du producteur**

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

### **Évaluation, tris et éliminations**

Élimination des doublons.

### **Mode de classement**

Thématique

### **Présentation du contenu**

Ces archives présentent certains aspects des relations bilatérales entre la France et le Luxembourg, notamment au sujet des dommages de guerre occasionnés pendant la seconde guerre mondiale. On y trouve également des dossiers relatifs aux relations du Luxembourg avec d'autres pays et organismes internationaux.

**B-0010611/1 – B-0010611/3, B-0010612/2 – B-0010613/4, B-0010614/1 - B-0010614/2  
B-0033930/1**

Relations bilatérales avec le Luxembourg.

1940-1965

**B-0010614/1 – B-0010614/2, B-0033930/1**

Occupation, dommages de guerre.

1940-1965

**B-0010614/1**

Contentieux franco-luxembourgeois relatif aux conséquences de l'occupation allemande. - Validation des valeurs luxembourgeoises circulant en France, accord du 2 avril 1957, dispositions spéciales s'appliquant aux titres dont la validation a été refusée par les autorités luxembourgeoises : notes, correspondance, projet (1946-1960). Avoirs et créances en marks appartenant à des ressortissants français bloqués au Luxembourg, accord du 2 avril 1957 : notes, correspondance (1945-1963). Conversion en francs des avoirs en reichsmark existant en Alsace et en Moselle au nom des ressortissants luxembourgeois : notes, procès-verbal (1952-1957). Créance luxembourgeoise en Alsace et Lorraine pour travaux exécutés pendant l'occupation : notes, correspondance (1947-1949). Négociations franco-luxembourgeoises, avoirs des ressortissants luxembourgeois dans les comptes du séquestre allemand : correspondance, arrêté, extrait de journal officiel n° 53 du 2 mars 1951 (1945-1957).

1945-1963

**B-0010614/2**

Relations franco-luxembourgeoises. - Dommages de guerre, accord du 8 avril 1955, règlement des comptes : correspondance (1955-1965). Commissions mixtes franco-luxembourgeoises : correspondance, procès-verbaux (1955-1961). Négociations de l'accord du 8 avril 1955 : correspondance, notes, télégrammes, convention (1946-1956). Projet et règlements annexes : conventions, procès-verbal (1954-1955). Evaluation des dommages subis par les français au Luxembourg ; transfert des indemnités de dommages de guerre : correspondance, avant-projet de protocole (1954-1956) ; sommes dues à la SNCF : télégrammes, correspondance, note (1946-1954) ; loi luxembourgeoise sur les dommages de guerre : convention, correspondance (1945-1954) ; déclarations des dommages subis par les français au Luxembourg : correspondance (1948-1957).

1945-1965

**B-0033930/1**

Blocage des comptes de ressortissants luxembourgeois dans les établissements français (1940-1943) ; conséquences de l'occupation allemande sur les relations financières franco-luxembourgeoises, notamment sur la dette de la SNCF envers les chemins de fer luxembourgeois (1940-1944) ; extension de l'accord de paiement franco-allemand au Luxembourg : texte de l'accord du 17 février 1941, dossiers d'affaires particulières (1941-1945).

Ancienne cote F30 3674

1940-1945

**B-0010611/1 – B-0010611/3, B-0010612/2 – B-10612/5, B-0010613/1 - B-10613/4**

Relations économiques, situation financière et sociale.

1940-1964

**B-0010611/1**

Situation financière. - Législation fiscale : correspondance, note, barème des impôts, projet de loi, arrêtés (1945-1964). Crédit et organisation bancaire : correspondance (1947-1961). Marché financier : correspondance, rapports (1947-1963). Recensement des valeurs mobilières : arrêtés, correspondance (1945-1950). Contrôle

des changes : arrêtés, correspondance (1947-1958). Monnaie : arrêtés, correspondance (1945-1955). Dette publique intérieure : arrêtés, correspondance, projets de loi (1945-1960). Budget : correspondance, documentation "mémorial du Grand Duché de Luxembourg", arrêtés (1945-1959). Situation financière : tableau, correspondance, bulletin d'information (1944-1959). Traitement des fonctionnaires : correspondance, "mémorial du Grand Duché de Luxembourg" (1946-1954).

1944-1964

#### **B-0010611/2**

Documentation financière. - Situation et politique économique : correspondance, note, extrait du bulletin d'information et de documentation de la banque nationale de Belgique (1948-1963). Salaires et prix : correspondance (1946-1953). Réglementation des investissements étrangers au Luxembourg : correspondance (1958). Législation des sociétés : correspondance, rapports et bilans, recueils spéciaux des publications "mémorial du Grand-Duché, note, tableau (1949-1963). Taxes d'importation et d'exportation : correspondance, arrêtés, tableau, communiqué de presse, télégrammes, note (1948-1964). Bulletins de presse (1961-1963).

1946-1964

#### **B-0010611/3**

Convention de sauvegarde des droits de l'homme "mémorial du Grand-Duché de Luxembourg".

1953

#### **B-0010612/2**

Liquidation des opérations entre la France et le Luxembourg. - Avis de crédit au clearing franco-luxembourgeois : notes, correspondance, décret, instruction n° 12 au journal officiel relative à l'échange de lettres sur les paiements franco-luxembourgeois (1940-1948).

1940-1948

#### **B-0010612/3**

Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion, radio Luxembourg : notes, correspondance, télégrammes, procès-verbal (1949).

1949

#### **B-0010612/4**

Questions monétaires. - Échange de francs luxembourgeois aux réfugiés soviétiques : note, correspondance (1945). Reprise des billets mis en circulation au Luxembourg par les troupes alliées : correspondance, note, projet (1945-1948).

1945-1948

#### **B-0010612/5**

Relations financières franco-luxembourgeoises. - Situation des Luxembourgeois créditeurs d'établissements de rentes français : correspondance (1947-1948). Avance de 200 000 francs au gouvernement luxembourgeois "Grand-Duché" : correspondance, notes, rapport (1944). Transferts de fonds entre la France et le Luxembourg, application de l'accord franco-belge du 22/02/1945 au Luxembourg : notes, correspondance (1945-1956). Avoirs bloqués par suite de l'échange monétaire d'octobre 1944 au Luxembourg, cession à la SNCF des billets luxembourgeois du fonds de stabilisation des changes : notes, correspondance, arrêtés, communiqué, extrait du journal de Luxembourg "Luxembourg Wort", télégramme (1944-1945).

1944-1956

#### **B-0010613/1**

Avoirs français au Grand Duché du Luxembourg : correspondance, recueils spéciaux du "Mémorial du Grand Duché de Luxembourg", notes.

1949-1962

**B-0010313/2**

Sociétés des chemins de fer. - Application de l'accord franco-luxembourgeois au sujet de la participation française dans la société nationale des chemins de fer luxembourgeois : correspondance (1950-1951). Participation française dans les chemins de fer luxembourgeois : notes, correspondance, extrait de procès-verbal, tableau (1945-1955). Matériel racheté par la SNCF : correspondance, notes (1949-1951). Valeurs des actions de la société des chemins de fer : correspondance, notice (1946-1948). Exploitation des chemins de fer, création de la société des chemins de fer luxembourgeois : notes, correspondance, projet de lettre, projet de loi, statuts et cahier des charges, convention (1946-1948). Rachat par l'Allemagne des titres de chemins de fer luxembourgeois : correspondance (document français/allemand) (1942-1944).

1942-1955

**B-0010613/3**

Accords franco-luxembourgeois. - Accord frontalier : correspondance, rapport (1949-1961). Remboursement aux porteurs luxembourgeois des actions Gnôme et Rhône : correspondance, projet d'exposé des motifs, notes (1951-1952). Importation d'énergie électrique au Luxembourg : correspondance, notes, rapport, projet de décret, décret (1959).

1949-1961

**B-0010613/4**

Banques, litige opposant la banque de l'union parisienne (B.U.P) et les autorités luxembourgeoises relativement aux actions B.I.L. sous séquestre au Luxembourg : correspondance, notes, arrêté "Grand Ducal" du 22/04/1941, aides mémoires (1941-1954) ; succursales de banques françaises au Luxembourg (correspondance, notes, tableau (1945). Institut géographique national : correspondance, note, convention (1951). Problèmes rencontrés par des maisons françaises : correspondance, notes (1945-1949). Légions d'honneur : correspondance, curriculum vitae (1951-1961). Investissements (1958-1959).

1941-1961

**B-0010612/1, B-0010613/5 – B-0010613/6**

Relations Internationales.

1946-1963

**B-0010612/1**

Relations avec l'Espagne. - Société SODEC, société d'électricité : rapport sur le projet de loi luxembourgeois sur les sociétés, note sur le procès intenté à la CHADE par les banques espagnoles, copie de l'assignation des banques espagnoles (document en espagnol), copie de décision ministérielle, copie du décret-loi espagnol du 17/07/1947, notification d'une décision ministérielle de dissoudre la CHADE (document en espagnol), relevés concernant les paiements de coupons par la CHADE (document en espagnol) (1947-1949). Procès à la CHADE (ex société détentrice de l'actif de la Sodec) par les banques espagnoles : recueil des lois (1948), acte de constats, correspondance (documents en espagnol), recueils spéciaux "mémorial du Grand-Duché" (loi du 10 août 1915).

1946-1949

**B-0010613/5**

Relations avec des pays tiers. - Allemagne "mémorial du Grand Duché de Luxembourg" n° 31 (1954). Argentine : correspondance (1948). Belgique : correspondance, télégramme (1946-1956). Grande-Bretagne : correspondance (français/anglais), mémorial du Grand Duché de Luxembourg n° 10 du 24/02/1947. Hollande :



correspondance (1948). Portugal : correspondance, rapport (1947-1948). Suisse : correspondance (1949). Etats-Unis : correspondance, télégrammes (1946-1947).

1946-1956

**B-0010613/6**

Relations avec les organismes internationaux.

1953-1963

**B-0010613/6**

GATT : correspondance (1961). Union Européenne des Paiements (UEP) : correspondance (1951). BIRD et fonds monétaire : correspondance, note d'information (1953-1963).

1953-1963